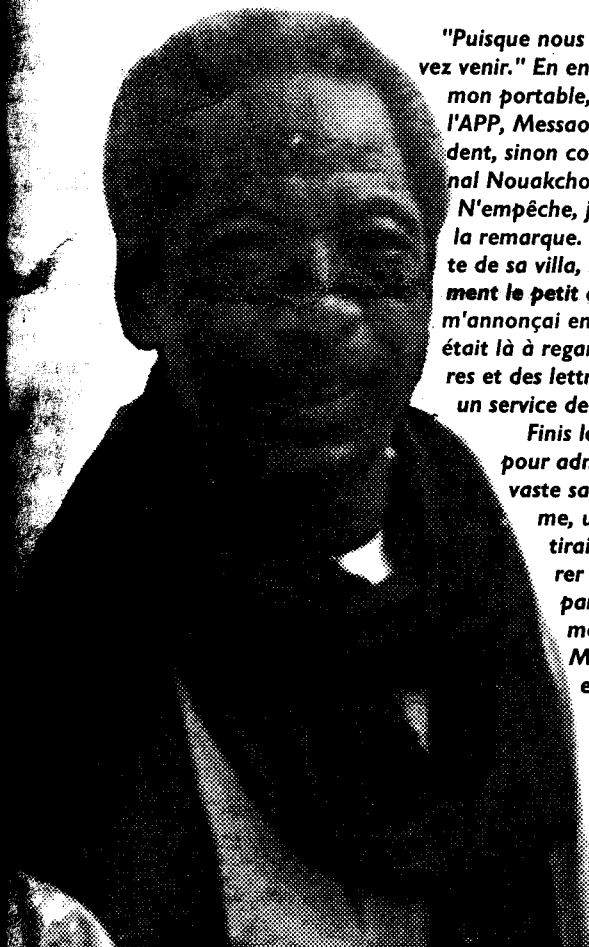


Dans une interview exclusive,

Messaoud

parle de :

Ould Taya, Ould Sidi Baba, Sghair,
l'opposition, du dialogue, des haratines ...



"Puisque nous avons pris rendez-vous, vous pouvez venir." En entendant cette phrase au bout de mon portable, je me suis dit que le président de l'APP, Messaoud Ould Boulkheir, gardait une dent, sinon contre moi, du moins contre le journal Nouakchott Info que je représente.

N'empêche, j'y suis allé, déterminé à lui faire la remarque. En enfonçant la porte déjà ouverte de sa villa, sise à l'îlot C, et avalant rapidement le petit couloir qui mène vers le salon, je m'annonçai en saluant à haute voix. Messaoud était là à regarder l'émission de TV5, "Des chiffres et des lettres", m'attendant de pied ferme, un service de boisson déjà mis à côté.

Finis les salamalecs que j'avais prolongé pour admirer le somptueux décor de ce vaste salon à petites marches, où l'homme, un turban noir entourant le cou tirait sur sa pipe et s'apprêtait à libérer son domestique, je commençai par sortir la cassette et éteindre mon téléphone et, sentant Messaoud monter sur ses chevaux, en disant vous m'appellez "leader haratine", avec une connotation péjorative pour me dévaloriser, me refusant d'être un leader de parti (nous en reparlerons dans l'interview), je lui dis : "nous pouvons nous bagarrer, vider nos sacs et ensuite faire l'interview. Mais, sachez bien que nous ne faisons que notre

métier et cela dans les règles de l'art, M. Messaoud !" Après plusieurs remarques sur notre manière de traiter les sujets qui portent sur lui, où confondant, à ses yeux, l'information créée avec le commentaire libre pour accoucher des articles subjectifs, nous prenons parole, Messaoud finit par m'avertir : "Ne me préparez à ce jeu de question-réponse, mais attaquons l'interview, je répondrai à toutes vos interrogations."

Nouakchott Info : M. Le président de l'APP, vous avez réussi à être l'une des personnalités les plus influentes de l'opposition par votre présence dans l'arène politique depuis la démocratisation du pays, en tenant tête au pouvoir depuis près de quinze années. Ne pensez-vous pas qu'après une si longue période marquée par des arrestations, par l'interdiction de votre parti AC et surtout parce que le pays s'apprête à être producteur de pétrole, ne pensez-vous pas qu'il est pas temps que l'action que vous menez ne soit concrétisée par un apport, sinon aux cotés du pouvoir, du moins en concertation avec le pouvoir?

Messaoud Ould Boulkheir: Je pense qu'il a toujours été temps de penser au pays, de s'asseoir sur une table pour dialoguer et chercher des voies de solutions, d'apaisement. Cela n'a jamais été absent de mon esprit et, nul ne peut vous dire que j'ai été un adversaire au dialogue. Ceci

est tout à fait naturel, parce que tout homme politique quand il s'octroie le droit de parler au nom des autres, quand on lui octroie un certain crédit, une certaine responsabilité dans la vie du pays, je pense que c'est tout à fait normal que sa préoccupation soit la recherche de solutions pacifiques, justes et durables pour les problèmes que connaît son pays. Si le sens de votre question est je suis connu pour ce qu'on appelle mon radicalisme et donc si je suis prêt à revenir là-dessus, non je le suis pas. Mon radicalisme, c'est sur quoi. C'est sur les principes que je vois et comprends comme étant les problèmes majeurs de mon pays et qu'il ne faut pas les éluder, il faut accepter d'en discuter et non des faux fuyants ou faire le jeu de l'hypocrisie pour dire que tout va bien alors que tout va mal.

C'est ça mon radicalisme mais il ne

Suite page 3

Dans une interview exclusive,

Messaoud parle de : Ould Taya, Ould Sidi Baba, Sghair, l'opposition, du dialogue, des haratines ...

m'a jamais été synonyme pour moi de refuser le dialogue ou de m'asseoir autour d'une même table avec mes adversaires de combat, particulièrement le pouvoir pou m'entendre avec lui sur des causes nationales, pas pour moi, mais pour le pays. Et donc mon radicalisme demeure mais ma volonté de discussions sérieuses pour trouver des solutions, elle, n'est pas nouvelle.

N.I. : Je vois vous rattraper sur ce radicalisme au sujet de l'affaire de Jabhalla qui aurait pu être une affaire qui s'arrête à une plainte posée par une descente d'esclave que des gens ont essayé de tromper pour en faire un fonds de commerce. Car, vous avez saisi la balle à l'envol et autant le pouvoir a fait son tapage médiatique, autant vous avez, vous aussi en avez fait le votre. N'est-ce pas là de la surenchère ?

M.O.B. : Non, je regrette ce n'est pas une surenchère. Le problème n'est pas celui de Jabhalla. Si, Jabhalla était la principale question, le pouvoir s'en serait moqué, comme il l'a toujours fait avec toutes les Jabhalla et tous les Selem Arbih. Mais le problème de fond est l'esclavage parce qu'il a été dit que Jabhalla était une esclave alors que dans l'entendement du pouvoir, il n'y a plus d'esclavage et dire qu'il existe en Mauritanie, c'est dénigrer le pays. Il a voulu par cela réprimer ceux qui continuent à parler de l'esclavage. Il s'est attaqué à un journaliste qui a appris un cas d'esclavage et a voulu s'informer sur le sujet. Il s'est attaqué également à des femmes qui n'ont aucun rôle dans cette affaire-là, dans son ébruitement et se mise à disposition de l'opinion des gens. Ce n'était qu'une question d'information. Toute la population était au courant, certains sont venus de bonne foi porter leur aide à cette "évadée" comme on dit, qui des voiles, qui des nettes et Médérda étant une petite ville, tout le monde était au courant. Si le pouvoir, après ce qu'on lui attribue comme bonne action, ce qui est rare, acceptant de l'entendre, de la gendarmerie de lui transporter les enfants parce qu'elle ne les aurait pas ramenés sans la gendarmerie, si le pouvoir avait continué dans ce processus de bonnes actions, accordé un terrain à la bonne femme, lui donner aide et assistance, moi, je conviendrais très bien qu'il porte l'affaire à la télévision et dire voilà un rare cas ou le seul de l'esclavage qui nous a été soumis et nous l'avons traité de la manière la plus convenable qu'il faut, et c'est l'occasion pour nous de rappeler que l'esclavage est aboli en Mauritanie n'existe pas et que ceux qui le pratiquent seront sanctionnés ou punis pour cela. Une telle démarche aurait aidé à éveiller les populations, à dépasser le problème et à donner un sens à l'action du gouvernement. Mais dès lors qu'il a appris qu'une DNG a interviewé la femme, a pris des renseignements, il a piqué sa crise et s'est attaqué à des innocents, les arrêtent, les accusent de complot. Pourquoi, ce n'est pas SOS-Esclaves qui est accusée de complot et traduite devant la justice ? Mais arrêter des gens innocents et faire sa propagande comme quoi, il y a des gens qui sont entrain de semer la haine et la désunion en parlant d'esclavage alors qu'il n'existe pas, mais ... Moi, je suis un mauritanien qui vit dans ce pays, dans son fin fond, pas dans les palais et je sais que l'esclavage existe encore, qu'il a toujours existé et je

suis témoin devant dieu et devant les hommes que ce régime en particulier n'a rien fait de concret, de durable qui puisse nous faire dire que les pouvoirs publics ont pris les mesures pour l'éradiquer. Se taire sur cette affaire, c'est, à mon avis donner du crédit à ce qui a été diffusé et donc reconnaître, publiquement que l'esclavage n'existe pas. Or, cet esclavage existe et tant que le pouvoir n'a pris les mesures légales, réglementaires et des sanctions contre la pratique de ce fléau, nous continuerons à décrier cet anachronisme. Ce n'est pas de la surenchère mais la réalité, c'est tout. Je n'ai jamais accepté de faire de la publicité autour d'un cas d'esclavage, ce n'est pas mon fort. D'ailleurs toute publicité faite autour d'un cas d'esclavage est faite par le pouvoir. Nous, notre première réaction quand un militant nous parle d'un cas comme celui-ci ou plus grave, [un esclave qui a fui son maître ou ceci ou cela], notre première réaction est de l'amener chez les autorités. Est-ce que quelqu'un qui veut faire de la publicité amène les victimes aux autorités ? Il nous aurait suffi de les recenser, de prendre leurs photos, leur demander des informations et diffuser cela à travers le monde. Mais jamais cela ne nous a intéressé, notre première réaction est toujours de les conduire au commissaire de police, le hakem (préfet), au cadé, au gouverneur ou éventuellement chez le ministre, etc.

N.I. : Même si des séquelles de l'esclavage persistent encore, le pouvoir, que vous accusez de rien faire, a quand même fait quelque chose en matière de lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme qui en sont à l'origine de l'esclavage et a bouleversé les mentalités de notre société : les Adwabes ont évolué, le poste de premier ministre est occupé par un haratine. D'ailleurs vous avez dit à ce sujet, M. Messaoud, que la nomination de Sghair Ould M'Barack avait ceci de bien : "elle est pédagogique" ...

M.B. : Je pense que formuler cette question me donne le sentiment d'écouter un cadre du PROS. De toute façon, je vais vous répondre en toute franchise. Moi, je pense que je vous l'ai dit, je raisonne en terme national, en terme global et les solutions nationales s'arrangent par la prise de lois, de règlements, par une volonté politique réellement affirmée et toutes les mesures d'accompagnement. Or, moi de mon point de vue, il a existé depuis l'indépendance une seule tentative d'aller dans le sens d'envisager d'abord objectivement le problème tel qu'il existe en Mauritanie et d'essayer de lui trouver des solutions, c'est la loi d'abolition de l'esclavage en Mauritanie de 1981. Cette loi, je l'ai dit au président Haidalla et à qui veut l'entendre, cette loi n'a pas été courageuse en ce sens qu'elle dit dans l'un de ses articles ou à l'un de ses alinéas que " cette abolition donne réparation aux maîtres ". Je trouve que ce sont les victimes qui doivent être dédommagés et non pas les bourreaux. Mais passons, si l'Etat dans sa volonté veut dédommager les anciens maîtres, et il le dit, il n'avait qu'à le faire comme ça il aurait tenu en main la clef de tous le problème : il abolit l'esclavage, il leur donne des propriétés, quelque chose en échange et on ne doit plus en parler. Celui qui essaye de la pratiquer, on va le sanctionner par des décrets d'application qu'on va mettre en place. Mais de tout cela, il n'y a rien eu. Quand je me mets à la place des

maîtres, l'Etat a dit qu'il va me dédommager, il ne l'a pas fait donc je garde mon bétail. Vous dites que l'Etat a fait tant et tant. Moi, je suis pas né esclave, personne ne m'a assujé à un esclavage, donc si le Chef de l'Etat dans sa recherche soit disant lorsqu'il était hors du pouvoir à rassembler tout le monde autour de lui, fait de moi un ministre et que je sois le premier haratine nommé à ce poste, ça c'est mon droit. Ma carte de visite n'est pas que je sois haratine, j'ai appris, je me suis éduqué, formé, je suis administrateur civil de mon pays et je me dis compétent de tous ceux qui travaillent ici. Donc, pourquoi oublier mes compétences, mon cursus et ne se souvenir que du fait que je sois haratine. Mais les haratines, les captifs ont été les ministres des finances des émirs purs et durs dans ce pays, chefs d'état-major de leur police ou de leur armée dans la vie traditionnelle féodale de la société. C'est dire que faire participer un esclave à la gestion du pouvoir. Ou on veut partir d'une situation de dépendance et on essaye de faire de notre intégration -qui ne se fait pas du tout, ce n'est que de la poudre jetée aux yeux de l'opinion, puisqu'il n'y a ni égalité de traitement, ni des chances, les haratines étant jusqu'à présent marginalisées et exclus, la nomination de Sghair Ould M'Barack, c'est Sghair qui est nommé ministre... et cela ne règle pas le problème de centaines de milliers de haratines qui sont dans les mêmes conditions et nous ne sommes les obligés de personne (ma yalet had iguererr vna chi). Nous sommes des nationaux qui voulons notre droit entièrement et la seule manière de le faire c'est de ne nous nommer nulle part mais que l'on affirme notre égalité avec tout le monde, notre liberté et que l'on sanctionne ceux qui veulent les enfreindre. Qu'est-ce que cela veut dire de s'intéresser aux Adwaba quand le président, lors de ses visites à l'intérieur ne rentre dans aucun "adebaya", tellement il est entouré de gens parfumés, luisants et reluisants, venus de Nouakchott ?

N.I. : Evoluons vers la politique. La coordination de l'opposition avait planché sur une plateforme de dialogue à proposer au pouvoir mais qui n'a pas abouti à cause de l'arrestation de certains de ses leaders. Aujourd'hui, les choses semblent évoluer dans le sens d'un rapprochement entre le pouvoir et l'opposition ou la majorité et l'opposition par l'initiative en cours du président du RDU Ahmed Ould Sidi Baba. Quelles chances de réussite donnez-vous à cette initiative et est-ce que vous pensez que le RDU est l'interlocuteur idéal ?

M.O.B. : Je ne saurais parler de ce que je connais. Je ne suis pas là pour extrapoler ou ébaucher des théories. Vous dites vous-mêmes que l'opposition a une plateforme de dialogue, ce que je ne dément pas et ne confirme pas non plus, toujours est-il que dans l'hypothèse où c'est vrai, l'initiative de Ould Sidi Baba ne viendrait pas de lui ou de quelqu'un d'autre. Je sais que des partis de l'opposition essayent depuis bien longtemps de se mettre d'accord sur nombre de choses qui puissent servir de propositions à d'éventuelles discussions. Je dois dire que certains, dont je fais partie, ont été très refroidis par les arrestations des leaders de l'opposition. Je pense que les gens sont entrain de voir s'il est possible d'évoluer, de faire avancer la situation et à cela est venue s'ajouter la démarche de Ould Sidi

Baba. Mais le président du RDU n'est pas venu nous dire qu'il engage un processus de dialogue avec le pouvoir. Il est venu nous voir pour nous dire qu'il prend une initiative dont le but essentiel est de briser le mur de séparation qui existait entre partis de la majorité et partis de l'opposition (nekesrou lehjar, c'est son expression). Ma réponse personnellement est que j'approuve à cette initiative. Et contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas nous qui mettons le pouvoir et les partis qui l'entourent en quarantaine mais le contraire. S'ils reconnaissent cela, nous les accueillons à bras ouverts, même si nous ne connaissons toujours pas ce que Ould Sidi Baba veut, lui-même ne le sait pas, ne sachant pas si ce qu'il propose va réussir, ni qui y participera, ni son programme, ni à quelle date l'organiserait-il. On lui a dit qu'on attend l'invitation officielle de son parti avec éventuellement le programme. Si vous permettez un résumé partiel, en tout cas, Messaoud, malgré son radicalisme qu'il ne nie pas, parce que c'est un radicalisme sur les principes et les bonnes choses, reste ouvert et pousse du mieux que je puisse faire, vers le dialogue et vers l'entente.

N.I. : La présidentielle de 2003 n'est plus vraiment trop loin, quand on prend en compte que la Mauritanie, d'ici là pays pétrolier, aura une croissance à deux chiffres et donc, le pouvoir sera encore plus fort, beaucoup mieux assis et l'opposition, telle que dispersée aujourd'hui, aura la tâche encore plus difficile de réussir une alternance pacifique. Quelle approche en faites-vous ?

M.O.B. : Ecoutez, moi, je ne raisonne pas en termes politiques dans le sens de comptabiliser ce que je fais, pour savoir ce que cela va me rapporter, ou rapporter à l'autre. Je ne suis pas encore à ce stade, mais plutôt à celui d'afficher haut et fort certains idéaux, certains principes, certaines vérités qui doivent être prises en considération si on veut l'avoir, en tout cas de l'autre côté. Pour moi, je pense très sincèrement que la dispersion de l'Opposition ne m'effraie pas. Je souhaite qu'elle soit unie, c'est vraiment l'appelle de tous mes vœux pour constituer un seul front face au pouvoir, mais, pour moi, ce n'est pas une fin en soi. Si l'opposition est unie sur de bonnes choses, c'est très bien. Car, il faut qu'elle sauvegarde l'essentiel, l'avenir du pays, son unité, sa liberté, sa tolérance qui ne doivent pas être hypothéqués. Mais une unité qui va se faire autour du déni de toutes ces réalités, que le pouvoir ait complètement ruiné ce pays sur les plans moral, politique, économique, social, droit de l'homme, liberté et qu'on se taise sur cela sinon on sera divisé, eh bien tant mieux que l'on soit divisé. Si on veut construire, qu'on joue carte sur table. Des choses ne vont pas et il faut le reconnaître même si elles sont graves, inquiétantes et nous sommes malgré tout disposés à trouver des solutions avec le pouvoir s'il le veut bien.

N.I. : Pour rester dans cette dispersion de l'opposition, en prenant l'exemple de l'élection présidentielle de 2003 où elle était partie en rangs dispersés, ne pensez-vous que cette volonté de l'Opposition d'aller vers le dialogue ne reste pas bloquée réellement par les divergences qui existent entre certaines divergences personnelles ici et là au sein de l'Opposition ?

Suite p.6

Dans une interview exclusive, Messaoud parle de : Ould Taya, Ould Sidi Baba, Sghaïr, l'opposition, du dialogue, des haratines ...

M.O.B. : C'est malheureusement l'image que se fait l'opinion tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des problèmes de l'opposition, que c'est des problèmes de rivalité, de ceci ou de cela. Les gens sont libres de leurs opinions, mais je pense très sincèrement qu'on est en train de faire de cette opposition le bouc émissaire. D'un côté, le pouvoir en place, et ce n'est un secret pour personne, se prévaut d'avoir, soit disant introduit la démocratie, fait tout pour que cette démocratie ne s'exprime pas et que de l'autre côté également l'opinion ne comprenne pas cela et disent que l'opposition est la propre bourreau de l'opposition par sa dispersion. Mais je voudrais parce que vous voulez revenir en arrière, vous faire revenir encore plus en arrière. Nous avons connu ici deux ou trois élections depuis l'avènement de la démocratie, rappelez-vous, au moment où l'opposition était encore unie parce qu'il y avait toutes les raisons d'unir le peuple contre ce pouvoir qui nous avait connaître beaucoup de mauvaises choses. A la première présidentielle (NDLR : 1992) il y avait un seul candidat au nom de l'opposition, qui était Ahmed Ould Daddah. Malgré que tout le monde était derrière lui, vous avez vu le résultat, il y avait la fraude et le candidat unique de l'opposition a été balayé. La seconde élection a été boycottée par l'opposition, parce que nous avons exigé plus de garanties et il n'y en avait pas. La troisième élection a été très honnêtement un coup d'Etat du Chef de l'Etat qui s'est octroyé la victoire au premier tour. Si les élections avaient été transparentes, ce que vous reprochez à l'opposition aurait disparu. Il y aurait eu un deuxième tour, peut-être avec deux membres de l'opposition et donc c'est le pouvoir qui a refusé cela. Donc ne reprochez pas à l'opposition d'être dispersée, c'est normal puisque

chacun à son propre programme politique pour convaincre l'électeur que c'est lui le meilleur.

N.I. : Aujourd'hui, plus que jamais, l'opposition va au dialogue, un peu comme si elle se disait qu'elle laissait ce mandat pour le président Ould Taya et qu'elle va préparer avec lui le terrain d'une future alternance pacifique. Où situez-vous Messaoud dans cette opposition ?

M.O.B. : Je ne peux pas préjuger du compris, du consensus ou de la plateforme qu'est entrain de chercher l'opposition. Je ne saurais pas dire ce sur quoi nous pourrions être d'accords, mais ce que je souhaite c'est qu'il y ait vraiment volonté de part et d'autre à la discussion, au dialogue et une fois que les acteurs arrivent à cela, on verra que tout est possible, que rien n'est difficile pour les hommes de bonne volonté, surtout pour arriver à tous les compromis utiles, qui servent le pays, son unité, sa sécurité, son progrès, sa démocratie. Mais ceci ne doit pas être forcément que le pouvoir doit continuer et terminer son mandat. S'il est en vrai patriote et que la situation ainsi en continuant ne ferait qu'empirer la pagaille, il pourrait bien se retirer. Si d'aucuns pensent qu'il faut le garder pour un temps, pourquoi pas, si les gens se mettent d'accord pour qu'il y ait un gouvernement consensuel avec tout le monde avec un programme bien déterminé, d'organiser des élections transparentes et quelque chose de vraiment démocratique pour servir de case de départ et d'ouvrir la porte aux candidats, ça aussi peut être une voie de compromis. Donc quand les gens essayent d'en discuter toutes les hypothèses sont possibles.

N.I. : M. le président, la dernière question qui aurait du être la première se rapporte au fait que vous soyez très souvent présenté comme étant le leader haratine. Cela semble-t-

il ne vous convient pas, pourquoi ?

M.O.B. : Vraiment je ne le voudrais pas parce que tout simplement cela sent du péjoratif, comme étant valable que lorsque c'est la cause haratine et c'est pourquoi je n'aime pas cette qualification-là. Le leadership s'octroie par les actes qui vont dans le bon sens et par la conscience de tout un chacun. Je préfère être considéré comme un leader de l'opposition comme tel ou tel président parti politique. Oui, c'est une manière de me dévaloriser et de

dire que je ne suis pas apte à être le leader de tous les mauritaniens alors que je l'un des plus aptes à l'être. Or, moi, sans dénier ma condition de haratine et appartenant à cette couche et sans renier mes objectifs tendant à la libération et à l'émancipation de ces haratines-là, je voudrais qu'en parlant de moi, on voit en moi ce rôle global de leader national.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MOHAMED OULD KHATTAT

Réimplantations du PRDS/ Cheggar : L'exception qui confirme la règle

A lors que dans nos éditions 743 du 13 mars et 751 du 27 mars, nous écrivions au sujet de la réimplantation du PRDS que les opérations de votre prenaient des allures de mythe de Sisyphe nous demandant à quand la vérité des chiffres, voilà que surgit Cheggar avec une campagne de réimplantation et des élections des structures de base du Parti où la transparence a été rigoureusement respectée.

Comme quoi, la Moughataa de Cheggar est une véritable exception qui confirme la règle avec une vérité des chiffres qui parle pour cette ville de l'ex-Premier ministre, Sidi Mohamed Ould Boubacar, actuel ambassadeur de Mauritanie à Paris. La comparai-

son des chiffres avec l'élection présidentielle de 2003, même si elle fait ressortir un écart de quelques 169 voix seulement, est loin, très loin de certaines moughataa où les différences des scores dépassées 50% entre 2003 et 2005.

Ainsi, à l'élections présidentielle de 2003, Cheggar avait donné un nombre de votants de 2369 pour Ould Taya et en 2005, elle dégage 2538 adhérents au PRDS.

Cette constance des chiffres est due à plusieurs facteurs dont le suivi strict du guide d'implantation, le respect des directives du Président du Parti en matière de transparence et surtout la vérité des chiffres que Cheggar a su conserver.